



LE CTP de tous les dangers a eu lieu

Il s'est tenu le 3 juillet, malgré une mobilisation massive des personnels. Il faisait suite à la séance programmée le 9 juillet après le boycott de la CGT et de SUD pour ralentir le processus et ouvrir des négociations sur les rapports relatifs au cycle de travail de la lecture publique et le travail du dimanche ainsi que celui portant sur la réorganisation de Plaine Commune. Le dernier rapport présenté concernait la rémunération des apprentis à Plaine Commune et a fait l'objet d'un vote unanime, la CGT a obtenu au passage une évolution plus favorable qu'initialement présenté.

Malgré plusieurs courriers, demandes de rendez-vous et engagements de la gouvernance, le syndicat CGT n'a pas été reçu concernant la réorganisation des services. Seule une entrevue avec le Président concernant la lecture publique a eu lieu, le Président a proposé un report de quelques semaines pour permettre des négociations et un échange avec une commission d'élus de différentes sensibilités. C'est pourtant au mépris de ces engagements que les mêmes dossiers nous ont été représentés le 3 septembre.

Sur ces deux dossiers le collègue « employés » a émis un avis défavorable, la CGT et SUD s'étant prononcés contre et la CFDT et FO s'étant abstenues. Si nous n'avions pas siégé le défaut de quorum utilisé le 9 juillet ne s'appliquait plus à cette seconde convocation.

Le collège employeurs a émis un avis favorable au nouveau cycle de travail, au travail du dimanche de la LP et à la réorganisation de Plaine Commune.

Ce sont pourtant, pas loin de 400 agents qui sont venus s'exprimer et expliquer leurs situations au CTP. Exprimant leur incompréhension, l'impact de telles réformes sur leur vie et surtout crier haut et fort qu'ils ne voulaient pas du travail du dimanche.

La séance du CTP a été suspendue et les personnels en ont profité pour ré interpellier les élus de Plaine Commune qui n'entendent pas le désarroi des personnels et restent campés sur leurs engagements de campagne alors même que la population signe largement une pétition contre le travail du dimanche.

Il a été proposé aux élus du personnel la reprise de la séance salle canal ou en visio. Les élus CGT se sont interrogés sur la pertinence de siéger et en accord avec les personnels nous avons décidé qu'en siégeant nos remarques resteraient au moins au compte rendu du CTP et ainsi à la connaissance de tous les personnels.

Si la lutte ne s'achève pas pour autant aujourd'hui, nous ne pouvons que constater que cette nouvelle gouvernance à majorité de gauche a bien validé les plus mauvaises conditions d'emploi existantes dans la Fonction Publique Territoriale aux personnels des médiathèques : retour au 1607h stricto sensu avec suppression de congés, annualisation du temps de travail bien loin de l'idée des 35H qui grâce au progrès technique doit entraîner une réduction du temps de travail mais aussi une hausse du salaire horaire.

« Et bien à la lecture publique, après 10 ans sans augmentation des salaires, le vol des congés, le travail du dimanche, avec l'annualisation du temps de travail, voici comment travailler plus pour gagner moins ! »

La réorganisation :
ils maintiennent les agents dans l'insécurité

« vol de congés, suppressions de postes et en faisant postuler les agents comme lors d'un recrutement devoir d'adhésion à la réorganisation, pour d'autres transferts dans d'autres services sans leur donner de profil de poste, évidemment tout le monde ne retrouve pas sa place au sein de l'organigramme : Il y a toujours des agents qui quittent la collectivité en cas de changement politique, mais là c'est fait ! on ne va pas s'embarrasser avec les règles statutaires ! Et tout cela sous le futur contrôle de la badgeuse comme à l'usine ! »

Une commission de suivi Direction des Ressources Humaines/Organisations Syndicales sera mise en place pour solutionner les difficultés qui émaneront, n'hésitez pas à venir vers nous si vous êtes concernés, nous serons vigilants et exigeants pour que chacun retrouve sa place à Plaine Commune.

Le 6 septembre 2021
Les élus CGT au CTP